

Pendant que le président de la République joue le mort alors que les scandales s'amoncellent à l'horizon, des sources proches de l'establishment annoncent des sales temps pour les prévaricateurs de la fortune publique. Le coup de balai du président de la République s'annonce brutal et fatal.

C'est sans doute le scandale du siècle au Cameroun, la gestion des fonds Covid. Mais alors que les choses s'étaient accélérées lors de la découverte du pot aux roses à travers une synthèse d'un rapport d'audit de la Chambre des comptes qui a malicieusement fuité dans l'opinion, rien ne semble bouger depuis lors. Pourtant, des ministres en fonction ont été auditionnés par les fins limiers du corps spécial des officiers du Tribunal criminel spécial (Tcs).

Des prestataires de service également, à grand renfort de publicité. Le peuple veut du sang. Il l'aura certainement dans les prochains jours. Paul Biya, replié dans son village natal préparerait un sacré coup à tous les prévaricateurs de la fortune publique. Il aurait d'ailleurs une dent particulière vis-à-vis de ceux qui se sont amusés avec les fonds covid.

Les clients

En effet, sur toutes langues, c'est histoire de mauvaise gestion Covid qui pourrait déclencher la grande colère de Paul Biya qui avait confié l'une des investigations au parquet du Tribunal criminel spécial (Tes), compétent en matière d'infractions économiques d'un montant supérieur à 50 millions de Fcfa.

Les enquêteurs ont ainsi auditionné tous les membres du gouvernement, dont les ministères avaient été retenus dans la répartition faite par le Premier ministre Joseph Dion Ngute en personne. Ces ministres ont été entendus, pour la plupart, dans leur bureau, comme le veut la pratique.

Yap Abdou, le président du Tes aurait pris cette précaution pour ménager ces ministres en fonction. Ce n'est que par pure politesse lorsqu'on sait que certains de ces ministres ont de belles raisons d'avoir peur après avoir manqué d'arguments de défense devant les fins limiers du corps des officiers de police du Tes que dirige le très redouté Joël Oko Petis.

Une chose est certaine, les auditions sont bouclées. Il revient à la justice de prendre le relais. Mais ceci, compte tenu du gabarit des mis en cause, il faudra sans doute le signal du président de la République pour déclencher les arrestations, ce qui ne saurait tarder, en en croire nos sources suffisamment introduites.

L'enclenchement ?

Mais la justice peut-elle aller plus loin en précipitant les arrestations ? Rien n'est sûr. Paul Biya devra d'abord faire un remaniement ministériel de grande ampleur. D'ailleurs, confronté à l'impopularité du gouvernement et la pression du public à voir les mis en cause rendre gorge, le président Paul Biya n'aurait plus beaucoup d'options. Soit il laisse le discrédit gouvernemental s'installer, soit il procède à un remaniement ministériel pour mettre à la disposition de la justice les personnalités mises en cause.

Tronçons routiers

Dans la foulée, ce n'est pas le seul dossier qui intéresserait le Tes en ce moment, puisque les prévaricateurs de l'argent public se recrutent dans toutes les sphères de la République. L'on parle par exemple de la gestion controversée de l'Agence de régulation des télécommunications (Art) où l'on parle avec insistance de détournement massif des fonds publics.

Cette situation dure depuis 2019 et intéressait davantage les enquêteurs du Tes qui curieusement tardent à remettre le rapport final au chef de l'État. Ici, l'on indique également que c'est une lettre d'un Camerounais qui aurait mis le feu aux poudres lorsqu'elle dénonce les délits financiers et techniques qui auraient fait leur lit à l'Art. C'est donc une affaire à suivre du moment où l'on parle de nouvelles charges retenues contre certains responsables de cette maison.

Insoupçonnables

Elle a également fait les choux gras d'une certaine presse, cette accusation de détournement de fonds publics destiné à la construction des tronçons routiers Mbalmayo-Akono-Ngoumou-Otele et Otele-Eseka. Cette affaire qui tarde à être enrôlée par devant le Tes met en scène des réseaux maffieux.

Compte tenu de l'état de délabrement de ces axes routiers dont certains sont même coupés pourrait entrainer ces jours, le réchauffement de ce dossier qui met également en scène des personnes insoupçonnables dans l'appareil de l'État.

Les plaignants remarquent d'ailleurs que les agissements des dignitaires du gouvernement expliquent pourquoi de nombreux projets n'arrivent jamais à la fin de leur exécution, plongeant le Cameroun toujours dans cet état de dénuement dont il peine à s'en sortir. Pendant qu'une minorité ne cesse de s'enrichir sur le dos de la fortune publique.

La reprise des arrestations ?

La récréation dont on annonce la fin pourrait aussi s'intéresser à la récente affaire du Port autonome de Douala où il est de notoriété publique que certaines personnalités ont décidé depuis des lustres de s'accaparer des biens et actifs résiduels de l'ancien Office des ports du Cameroun. En décidant d'y voir clair, Paul Biya ne va certainement pas manquer de punir les récalcitrants. Comme le Cameroun va, les prisons doivent s'ouvrir à nouveau. Le Point Hebdo y veillera.

Le Point